

SAM - Semaine Africaine de la Microfinance

Addis-Abeba, ETHIOPIE
9-13 octobre 2017

**Accompagner les PME :
une nouvelle ère
pour la finance inclusive**
Rapport 2017



Qu'est-ce que la SAM ?

La Semaine Africaine de la Microfinance (SAM) est une conférence dédiée au développement de l'inclusion financière en Afrique qui a lieu tous les deux ans. L'édition 2017 a eu lieu du 9 au 13 octobre à Addis-Abeba, en Ethiopie.

L'ambition de la SAM est de devenir une plateforme africaine commune de réflexions et d'échanges entre tous les praticiens de la microfinance : investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, innovateurs, gouvernements et ONG, entre autre.

La SAM est une semaine entière pour :

- rencontrer les décideurs du secteur, les bailleurs publics et privés, les directeurs d'IMF et les investisseurs en micro-finance ;
- nouer des partenariats et conclure de nouvelles collaborations ;
- étendre et développer votre réseau de contacts ;
- partager des bonnes pratiques innovantes ;
- accélérer l'inclusion financière sur le continent.

La SAM 2017 en chiffres

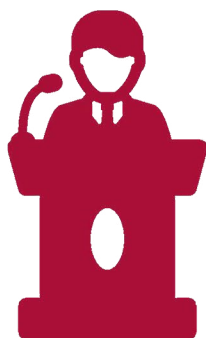
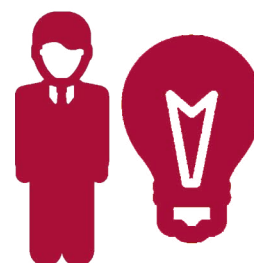
700 participants de **62** nationalités
58 pays représentés dont
32 pays africains



25 innovateurs
 au Salon de l'Innovation



170 contacts à la
 Foire des investisseurs



60 orateurs



12 formations



Interview de Laura Foschi, Directrice adjointe de ADA

Comment la SAM a-t-elle évolué depuis son lancement il y a quatre ans ?

Laura Foschi : Nous avons organisé la première édition de la SAM en 2013 à Arusha, en Tanzanie. Notre objectif était d'aligner les réunions annuelles de trois réseaux d'institutions de microfinance africaines : AFMIN, AMT et MAIN. Nous avons eu des conférences le premier jour, les assemblées générales des réseaux le deuxième jour et une Foire aux Investisseurs le troisième jour. Au cours de cette semaine, nous avons réalisé que la SAM avait le potentiel de devenir un événement majeur pour la finance inclusive en Afrique.

Comment avez-vous choisi l'Éthiopie pour la SAM 2017 ?

Laura Foschi : Pour maintenir la solide croissance économique de l'Éthiopie, son importante population jeune devra réussir ce que nous appelons "l'inclusion économique". Pour relever ce défi, le Gouvernement éthiopien a accordé la priorité à la microfinance et aux PME. Alors que nous envisagions de plus en plus d'organiser la SAM en Éthiopie, nous avons engagé un dialogue productif avec l'AEMFI et découvert que cette organisation était très intéressée par cet événement.

À propos des PME, pourriez-vous nous parler du thème de cette année, à savoir "Créer de la valeur pour les PME" ?

Laura Foschi : Nous voulions nous concentrer sur la création d'emploi et l'inclusion économique. Il y a désormais une nouvelle catégorie d'entrepreneurs qui souhaitent développer leur entreprise en Afrique. Il y a une trentaine d'années, les entrepreneurs africains partaient souvent pour l'Europe, les États-Unis ou d'autres endroits où il était plus facile de faire des affaires. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus nombreux à rester en Afrique. Nous avons aussi des organisations internationales et des investisseurs qui soutiennent les PME, comme l'AFD, avec ses initiatives d'accélérateurs et d'incubateurs en Afrique de l'Ouest, et la Banque mondiale, qui s'intéresse aussi à l'entrepreneuriat des femmes.

Nous voulons inciter à en parler, pour voir jusqu'où le secteur de la microfinance est prêt à se mettre au service des PME. Même si les microbanques ont encore beaucoup de progrès à faire, l'ACEP et la COFINA sont des exemples d'organisations qui ont très bien réussi à aider ce type de clientèle.

Y a-t-il un ou des éléments du programme de la SAM dont vous aimeriez parler plus spécifiquement ?

LF: Tout au long de la semaine et plus particulièrement lors de la séance plénière "Voices from the Field" (Les échos du terrain), les entrepreneurs viendront expliquer leurs difficultés quotidiennes, ce dont ils rêvent pour leur entreprise, et leurs échecs passés. Nous nous intéresserons également à l'agro-industrie, aux questions de genre, aux solutions numériques, aux incubateurs d'entreprises et aux prestataires de services de développement d'entreprise. Il y aura une séance intitulée «Research Meets Africa» (La Recherche à la rencontre de l'Afrique), le Salon de l'Innovation, la Foire aux Investisseurs, et des séances de formation organisées par Accion, le CGAP, la FAO, la SPTF et d'autres prestataires.

Les temps forts de la conférence

Cliquez sur l'image ci-dessous afin de visionner le résumé vidéo de la SAM :



Interview avec Ann Miles, Director de l'inclusion financière pour la Mastercard Foundation

La Fondation Mastercard organise dans le cadre de la SAM une session intitulée «Envisager l'agriculture comme profession pour les jeunes en Afrique». De quels outils les jeunes ont-ils besoin pour réussir dans l'agriculture ?

Ann Miles: L'apprentissage et la formation sont fondamentaux pour permettre aux jeunes de réussir dans ce qu'ils entreprennent, nous offrons donc des bourses aux jeunes qui sont méritants et talentueux mais défavorisés, afin qu'ils puissent faire des études secondaires et universitaires. Une fois leur diplôme obtenu, nous aidons les jeunes à trouver du travail dans l'agriculture, à accéder aux services financiers ou à se former à l'entrepreneuriat, ou encore à développer les "compétences générales" nécessaires pour réussir dans un emploi, comme la constitution de réseaux, la communication, ou le fait de mettre en avant son sérieux et son potentiel. Des études indiquent régulièrement que les jeunes qui débutent dans l'agriculture ou qui reprennent une activité agricole sont confrontés à d'importants obstacles pour pouvoir accéder à des financements. Nous soutenons des projets pilotes qui montrent la manière dont les prêteurs peuvent limiter les risques et intégrer les attentes des jeunes dans des modèles d'entreprise durables. Les 11 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail en Afrique chaque année ont énormément d'énergie et d'ambition. Un grand nombre de ces jeunes va cumuler un emploi officiel dans l'agriculture, un travail saisonnier non officiel, l'aide de leur famille et/ ou de l'entrepreneuriat.





Les institutions de microfinance peuvent permettre aux jeunes de prospérer dans tous ces domaines en les aidant à épargner, en facilitant les transferts d'argent et en levant pour eux les obstacles au crédit.

Quels rôles la technologie peut-elle jouer ?

Ann Miles: Nous considérons que la technologie peut changer la donne, et pas simplement réduire les coûts pour les institutions de microfinance qui cherchent à mieux répondre aux besoins des clients ou à en toucher de nouveaux, plus éloignés. L'avenir du système agroalimentaire est entre les mains des jeunes qui, par nature, sont plus à l'aise avec les nouvelles technologies. C'est la raison pour laquelle nous revendiquons le fait que les jeunes soient partie prenante d'éventuelles procédures de planification de l'utilisation des nouvelles technologies pour faciliter le fonctionnement de la chaîne de valeur agricole. Par exemple, recueillir des informations concernant la météo et les récoltes à l'aide d'un GPS peut contribuer à l'amélioration des techniques agricoles. Pour les sociétés de microfinance, utiliser les nouvelles technologies pour mieux comprendre les besoins du client et pour mieux y répondre peut faire la différence entre le fait d'être bénéficiaire ou le fait de perdre de l'argent.

Pouvez-vous donner un exemple dans lequel vous voyez tous ces éléments rassemblés ?

Ann Miles: Le soutien que nous apportons au One Acre Fund est un bon exemple d'une approche complète destinée à aider les petits exploitants agricoles à accroître leur productivité et leurs moyens de subsistance en pouvant accéder à de meilleures informations sur l'agriculture, à de la formation, à des financements et aux marchés. D'autres institutions devraient prendre exemple sur l'histoire du One Acre Fund et conclure des partenariats avec d'autres acteurs pour faire la même chose. Lorsque les jeunes verront que l'agriculture peut être une manière rentable de gagner sa vie, ce secteur d'activité les attirera davantage. En plus de l'agriculture, le travail que nous faisons avec des organisations comme TechnoServe et SNV montre l'importance des opportunités qui existent pour les jeunes de développer des petites et moyennes entreprises tout le long de la chaîne de valeur agricole.

EMPOWERING ENTREPRENEURS TO BUILD A BETTER WORLD



Véhicules d'investissement en microfinance, "speed dating" des IMF, signatures d'accords

Pendant la Foire aux Investisseurs de la SAM, des dizaines d'IMF et d'investisseurs se sont rencontrés pour la première fois ou ont renouvelé d'anciens contacts. Parlant au nom du REGMIFA (le Fonds d'investissement régional dans les microentreprises et les PME en Afrique sub-saharienne), Duncan Frayne, du Groupe Symbiotics, a déclaré : "Pour nous, l'intérêt de cet événement est de pouvoir rencontrer des IMF prometteuses et de pouvoir échanger avec d'autres investisseurs." À propos de la Foire aux Investisseurs qui s'est tenue dans le cadre de la dernière SAM en 2015, M. Frayne a précisé : "Nous y avons pris contact avec quelques IMF à Dakar, avec lesquelles nous avons depuis conclu des accords."

Réinventer les IMF pour servir les PME : renforcer les capacités des effectifs, répartir les risques de défaillance, aider les entrepreneurs à voir grand

Godwin Ehigiamusoe, de la LAPO Bank du Nigeria, a expliqué que son institution de microfinance (IMF) s'est engagée dans les prêts aux PME à mesure que sa clientèle de microentreprises se développait. Il trouve que les PME sont sensibles au prix et peu disposées à apporter des garanties. M. Ehigiamusoe a estimé que les PME doivent concevoir et présenter des dossiers au moins sur papier à défaut de le faire sous forme numérique. Brian Kuwik, de chez Accion USA, a indiqué : "Il est important de traiter les PME comme des entreprises différentes, qui ont des politiques, des procédures et des produits différents." Concernant la manière dont les investisseurs peuvent soutenir la croissance des IMF, Ahmed Laasri, du Fonds de microfinancement Jaida au Maroc, a déclaré que sa société aide les IMF à maîtriser la technologie. Jarri Jung, de Triple Jump aux Pays-Bas, a cité une étude intitulée "Comblant l'écart" qui concluait à des différences significatives entre les marchés d'Afrique de l'Est et d'Afrique de l'Ouest. Au Kenya, les PME souffrent essentiellement d'un "manque de solutions adéquates; au Togo, on manque d'esprit d'entreprise et de professionnalisme." Toujours au Togo, a dit M. Jung, "les politiques et la réglementation relatives aux PME asphyxient encore les PME et les financiers."



De gauche à droite : Max Meyer (Président de ADA), Olivier Massart (Directeur Général de ADA), Laura Foschi (Directrice Adjointe de ADA), Eric Campos (Délégué Général de la Fondation Grameen Crédit Agricole) et Romain Schneider (Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire).

ADA et la Fondation Grameen Crédit Agricole signent un accord de collaboration

À l'issue des sessions qui ont eu lieu mardi dans le cadre de la SAM, Olivier Massart, Directeur Général d'ADA (Appui au Développement Autonome), et Eric Campos, Directeur Général de la Fondation Grameen Crédit Agricole (Grameen Credit Agricole Microfinance Foundation ou GCAMF), ont signé un accord selon lequel leurs organisations collaboreront pour fournir des services aux institutions de microfinance (IMF). M. Massart a expliqué que les deux ONG luxembourgeoises allaient travailler "main dans la main", notamment sur les aspects d'évaluation de l'impact social. ADA est spécialisée dans l'assistance technique (AT), et même si la GCAMF fournit aussi de l'AT, c'est avant tout une grande structure de microfinancement en devise locale. Les deux institutions accordent la priorité au fait de travailler avec des IMF au service de personnes implantées dans les zones rurales, et au service des femmes en général. M. Campos a indiqué à MicroCapital que l'une des principales motivations de ce type de collaboration est de réduire la charge de travail des IMF, qui sont souvent appelées à présenter aux bailleurs de fonds et à d'autres parties intéressées d'importantes quantités de données qui se recoupent.

Les PME, l'inclusion financière et la création d'emploi en Afrique

Laura Foschi, de chez ADA, s'est penchée sur la question de savoir "comment soutenir les entreprises au moment de leur passage de la taille d'une microentreprise à celle d'une PME." Rebecca Rouse, de chez Innovations for Poverty Action, a exposé la manière dont des essais contrôlés randomisés avaient pu montrer l'impact significatif d'actions comme des concours de plans d'affaires, qui ont facilité le démarrage d'opérations d'exportation et le remplacement de certaines aides financières par des services non financiers. Matthew Gamser, de la PME Finance Forum gérée par la Société financière internationale, a déclaré que les données étaient un élément fondamental : à mesure que les PME passent des paiements en numéraire aux paiements numériques, elles laissent des traces et des informations qui aident les prêteurs à évaluer préalablement leur solvabilité et à vérifier qu'elles ont une situation budgétaire saine après la mise à disposition d'un prêt. Kimanthi Mutua, du Groupe K-Rep, a souligné l'importance d'avoir des registres de garanties mobiles, des politiques gouvernementales d'inclusion financière et des objectifs. Parmi les difficultés rencontrées, il a cité la corruption, ainsi que la concurrence des produits d'importation à bas prix. Il a aussi évoqué un changement d'orientation, avec le passage des prêts aux microentreprises aux prêts à la consommation. Pour que ses activités restent cohérentes et centrées sur leur mission sociale, son Groupe envisage d'octroyer davantage de prêts aux IMF pour l'eau et l'assainissement, les énergies propres et la transformation agricole.

Besoins en matière d'assurance, d'assistance technique, de prêts moins onéreux, d'alternatives aux garanties

Pendant une session de la SAM, Willie Mzumala, de chez Tapika Food Products au Malawi, a indiqué que les petites et moyennes entreprises (les PME) avaient besoin d'aide pour commercialiser leurs produits, acquérir une visibilité internationale, normaliser la qualité, et accéder à des financements abordables. Richard Muteti, de la Kenya National Federation of Jua Kali Associations, s'est exprimé en faveur de la réduction des coûts de transaction, du recours aux bureaux de crédit pour moins dépendre des garanties, de l'équilibrage de l'octroi de prêts en termes de sexe et d'âge des bénéficiaires, du renforcement des compétences de gestion des PME, et du traitement des problèmes liés aux brevets, aux titres fonciers et à la fiscalité. Wairimu Muthike, de chez ACRE Africa, a expliqué les bénéfices indirects du fait d'assurer les agriculteurs, comme par exemple la possibilité que les prêteurs acceptent ces polices d'assurance comme garanties de prêts. Khatarine Pulvermacher, du réseau Microassurance, a cité l'exemple d'un prêteur au Ghana qui est en train d'expérimenter le fait d'assurer directement la capacité de rendement de ses emprunteurs. Ainsi, le prêteur peut être remboursé si un emprunteur n'est plus en mesure de rembourser un prêt à cause d'une incapacité de travail, par exemple en cas de maladie.

Harvesting remporte les 10 000 € du prix Fintech pour la Microfinance offerts par la FMO, pour son utilisation des données satellite en faveur des prêts au secteur agricole

Ruchit Garg, le fondateur d'Harvesting, vainqueur du prix Fintech pour la Microfinance d'un montant de 10 000 euros décerné par la Banque de développement néerlandaise, également désignée par l'acronyme FMO en néerlandais, a fait un petit discours. La société de M. Garg décrit ses activités comme "permettant l'inclusion financière des agriculteurs en fournissant des informations concrètes aux institutions financières par l'intermédiaire d'ensembles de données mondiales comme des données météo, des données satellite, des données agronomiques pour aider à réduire les risques pour les sociétés prêteuses et pour celles qui assurent les récoltes." Créée en 2016, Harvesting intervient en Inde et en Afrique.





Interview de Romain Schneider, Ministre de la Coopération au Développement et de l'Action humanitaire au Luxembourg

Depuis plus de 20 ans, le ministère soutient ADA. Pour quelles raisons le Luxembourg est-il aussi actif pour développer la microfinance ?

Romain Schneider : Au cours des deux dernières décennies, le gouvernement luxembourgeois a activement soutenu le développement de la microfinance et de la finance inclusive comme outils pour promouvoir le développement et éradiquer la pauvreté – ce qui est son objectif ultime. Pour ce faire, le Luxembourg vise à donner à une population pauvre, généralement exclue des services financiers formels, un accès à des services financiers de base tels que le crédit, l'épargne, le transfert d'argent ou encore la microassurance. L'ONG Appui au Développement autonome (ADA) a joué un rôle-clé pour poser les jalons du secteur de la microfinance au Luxembourg dès le début et la collaboration n'a cessé de s'intensifier depuis lors.

ADA agit sous mandat de la Coopération luxembourgeoise dans le domaine de la microfinance avec l'objectif d'innover, d'améliorer les outils, de faciliter les échanges, et d'accompagner des projets pilotes d'institutions de microfinance en Amérique centrale, en Asie et en Afrique. L'engagement d'ADA a par ailleurs été fondamental pour la création d'expertise en finance inclusive à Luxembourg. On peut citer à ce sujet le Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF), le Microinsurance Network ou encore la Chaire en microfinance à l'Université de Luxembourg.

Depuis le début des années 1990, le gouvernement a contribué à l'évolution de ce secteur, notamment par son action politique dans un grand nombre de fora nationaux et internationaux et par ses actions avec ses partenaires tant bilatéraux que multilatéraux, publics, privés et de la société civile. Le Luxembourg est devenu entretemps un important centre d'excellence en matière de finance inclusive. Il s'agit par ailleurs d'un secteur de niche pour notre place financière, avec pas moins d'un tiers des véhicules d'investissements en microfinance qui sont domiciliés au Luxembourg. L'effet de levier des investissements publics est donc considérable.

Par toutes ces actions, nous générons un impact positif en matière de lutte contre la pauvreté et nous contribuons à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable. Le rôle des acteurs publics, et donc de la Coopération luxembourgeoise, consiste par ailleurs à favoriser l'instauration d'un climat de confiance et d'un environnement propice nécessaires pour le développement des finances inclusives. Nous mettons à disposition de l'assistance technique, par exemple en matière de législation, de régulation et de supervision des activités de microfinance, ou en matière de renforcement des capacités (institutionnelles et en ressources humaines) des multiples acteurs impliqués. Depuis plus récemment, le Luxembourg utilise également les outils de la microfinance et de la finance inclusive pour contribuer à la protection de l'environnement et pour promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables.

Que vous inspire Addis Abeba comme lieu retenu pour la troisième édition de la SAM ?

Romain Schneider : Au cours des années, Addis Abeba s'est développée comme un des hubs majeurs du continent africain et ceci à plusieurs égards. Addis Abeba est non seulement devenue la capitale diplomatique de l'Afrique avec le siège de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, mais la capitale éthiopienne a également vu un développement économique remarquable avec des taux de croissance élevés. Le Luxembourg y dispose par ailleurs d'une représentation diplomatique. Dans le domaine de la microfinance, l'Ethiopie est expérimentée et il convient de mentionner deux institutions éthiopiennes qui ont déjà gagné notre Prix européen de la microfinance, à savoir les instituts de microfinance Buusaa Gonofaa en 2008 et Harbu en 2010. La microfinance est donc un outil bien connu en Corne d'Afrique avec des structures en place et le sujet de la prochaine SAM, à savoir le développement des PME en Afrique, est en ligne avec les priorités nationales de l'Ethiopie.

La SAM sera consacrée au développement des PME en Afrique. Pourquoi ce sujet suscite-t-il autant d'intérêt aujourd'hui ?

Romain Schneider : En Europe comme en Afrique, ce sont les petites et moyennes entreprises qui constituent le moteur des économies locales et nationales. Or, force est de constater qu'il n'existe que très peu de structures de financement pour les PME, qui se situent souvent entre la limite supérieure des prêts couverts par la microfinance et la limite inférieure pour les prêts bancaires. Il y a donc un segment manquant entre ces deux limites dans lequel les PME ont du mal à trouver du financement et, par conséquent, à se développer. Il faudra y remédier, car seulement un secteur dynamique des PME permettra par exemple de remédier à un des grands défis du continent africain qui est l'emploi des jeunes. L'accès au financement des PME, leur permet aussi de sortir de l'économie informelle vers l'économie formelle, avec tous les avantages que cela induit, notamment au niveau de la sécurité sociale.

Comment le Luxembourg peut soutenir les banques et les IMF qui financent et renforcent ainsi les PME ?

Romain Schneider : Le Luxembourg, on l'a vu, est engagé depuis un certain temps dans le domaine de la finance inclusive et de la microfinance. Un des piliers de la politique de coopération luxembourgeoise est un engagement continu et constant, ce qui permet aux IMF en question et aux autres partenaires d'avoir une certaine prévisibilité dans leurs planifications. En surplus de notre engagement continu, le savoir-faire et l'assistance technique de nos partenaires de mise en œuvre sur place, en l'occurrence ADA, renforce notre appui aux IMF.

Traditionnellement, la microfinance octroie une série de petits crédits à court terme avec des taux d'intérêts relativement élevés, pour couvrir les coûts et risques engendrés. Pourtant, ce soutien encourage souvent plutôt la reproduction d'activités existantes et pas assez le développement de nouvelles activités économiques porteuses et créatrices de valeur ajoutée. C'est pourquoi il faut, à côté de ceci, spécifiquement cibler les petites et moyennes entreprises à fort potentiel de croissance dont le principal objectif est de générer un impact à travers la création d'emploi, le développement de services ou de produits pour des populations démunies ou qui se définissent par rapport à une finalité sociale ou environnementale. Le Luxembourg, ensemble avec ADA, vise à travailler dans cette direction et plusieurs projets sont prévus à cette fin. Le choix du thème des PME pour la SAM 2017 permettra de soulever cet argument et de sensibiliser les autres donateurs ou parties prenantes à ce sujet. Les fonds d'investissements domiciliés au Luxembourg sont des investisseurs potentiels d'une importance considérable à ce niveau et pour l'atteinte des ODD.

Solutions publiques : registres de garanties, formations axées sur les activités

Pour soutenir les PME, Kennedy Komba, de l'Alliance for Financial Inclusion, a expliqué que les membres de son institution chargés d'en établir la réglementation et les politiques ont créé des registres de garanties, ajusté les ratios de liquidités des prêteurs, actualisé les systèmes de connaissance de la clientèle et établi des règles applicables aux services financiers numériques. En Zambie, les formateurs se sont servis d'un jeu éducatif financier pour toucher 5 000 entrepreneurs, dont 80 % ont déclaré avoir réussi à améliorer leurs activités grâce à cela. Au Ghana, le Ministère de l'Agriculture et la Banque du Ghana ont collaboré pour dynamiser les chaînes de valeur locales dans un effort de réduction des importations alimentaires coûteuses. Ce programme répartissait les risques pour augmenter les prêts accordés aux agriculteurs, et était en faveur de l'assimilation des assurances, de l'amélioration des systèmes de notation des institutions financières et de l'intégration des petites exploitations agricoles dans les chaînes de valeur.

Millison Narh, de l'African Rural and Agricultural Credit Association, a déclaré que l'agro-industrie "possède un énorme potentiel de création d'emplois et d'augmentation des revenus." Alors que ce secteur a un potentiel de croissance multipliable par quatre, il a indiqué qu'il avait besoin d'investissements supplémentaires, de l'ordre de 400 milliards d'USD. M. Narh a cité comme exemple de progrès la stratégie nationale lancée ce mois-ci en Éthiopie en matière d'entrepreneuriat, ainsi qu'une stratégie de création d'un "environnement propice" au Ghana, qui a été soutenue par le Gouvernement américain. Cet effort suppose aussi d'harmoniser les actions des quatre organismes de réglementation financière ghanéens, afin de développer des infrastructures financières et d'essayer de réduire les taux des prêts.

Maimouna Gueye, de la Banque africaine de développement (BAD), a convenu du fait que les taux d'intérêt étaient trop élevés et a ajouté que les échéances de prêts étaient trop courtes pour répondre aux besoins d'entreprises en croissance. Elle a également défendu la pratique de la BAD consistant à pousser les prêteurs à apporter une assistance technique en même temps que des fonds.

Ibrahima Keita, de chez Kafo Jiginew, a dit que du point de vue de son IMF, "les réalités sont différentes sur le terrain, car arriver à mobiliser des ressources revient vraiment à rechercher le Saint Graal. Il est essentiel d'assouplir les critères d'éligibilité, pour aider les IMF à obtenir davantage de fonds."

Olukayode Oluwole, de la Banque centrale du Nigeria, a présenté la récente mise en place par son pays d'un registre national des garanties concernant les actifs mobiliers (comme le matériel photographique ou le matériel de construction), destiné à augmenter le flux des crédits aux PME. Jusqu'à présent, les banques commerciales et les IMF ont comptabilisé 17 000 actifs évalués à 20 millions d'USD. En outre, un nouveau système accorde au client un même numéro d'identification, ce qui peut faciliter les démarches auprès d'institutions financières multiples. Le programme d'autonomisation des jeunes («Enable Youth») de la BAD apporte des financements à de jeunes Nigériens et les accompagne pour les aider à gagner leur vie dans le secteur de l'agriculture. Et les Centres de développement de l'entrepreneuriat qui existent dans le pays proposent aux jeunes diplômés quatre à six semaines de stages de formation aux compétences de l'entreprise, par exemple pour leur apprendre à présenter des projets et à rédiger des propositions.

Rachael Mushosho, de la Banque de réserve du Zimbabwe, était d'accord pour dire qu'il était important de renforcer les compétences des entreprises. En ciblant les jeunes et les femmes, son organisation a réuni des entreprises privées et publiques (notamment des universités et des groupes agricoles) pour aligner des stratégies. Afin de maximiser les aspects pratiques, des représentants d'organisations privées dirigent chaque sous-comité. À ce jour, on compte parmi les réalisations la mise en place d'une structure de financement spécifique destinée aux personnes handicapées, la création d'un bureau de crédit de référence utilisé par les banques, les IMF et les sociétés de services publics, le vote d'une loi obligeant à tenir un registre de garanties, et le déploiement d'un système de garantie de crédit pour inciter les prêteurs à élargir leur clientèle. Sur le terrain, au Zimbabwe, le gouvernement indien soutient les incubateurs de microentreprises, et le gouvernement zimbabwéen a mis en place des centres d'information ruraux qui proposent de la formation aux produits financiers. De plus, un partenariat avec les Nations unies a aidé les populations implantées dans des zones de sécheresse ou de pénurie à accéder à des financements et à des formations. Du point de vue de l'entrepreneuriat en général, M. Keita a déclaré que nous pouvons réduire les conflits armés en faisant reculer la pauvreté et le désespoir grâce à la réussite des entreprises.

Innovations en matière de technologies financières et évolution des ressources humaines

Un grand nombre de fournisseurs très divers ont présenté leurs produits lors du Salon de l'Innovation dans le cadre de la SAM, notamment plusieurs fournisseurs de systèmes bancaires centraux. Antonio Separovic, de chez Oradian, estimant que les dirigeants des IMF devaient être incités à adopter les nouvelles technologies, a déclaré : "Si la transition est menée par les services techniques, elle est vouée à l'échec." Concernant les critères de réussite, Raganandhan Kumar, de chez Bank-Genie, s'est interrogé : "Nous ne devrions pas mener le navire là où le vent l'entraîne. Qu'est-il réellement important de mettre en œuvre ?". Lors d'une précédente session sur les technologies financières organisée par la FMO, Martijn Van Rooij, de chez Above and Beyond, avait présenté la plateforme avancée de sa société, qui connecte les IMF à un menu de 72 techniques financières, lesquelles peuvent être testées hors ligne avant d'être déployées. Mohamed Asri, de chez HPS, a expliqué comment le produit PowerCARD créé par sa société peut être mis en place en trois mois sur une base de paiement à l'utilisation.



Ce produit comporte des fonctions inhabituelles, comme une procédure permettant de déterminer les primes des employés, qui est quelque chose qui peut être délicat à faire établir par les managers et par les membres de la Direction, dans la mesure où ils peuvent tirer personnellement profit de ces calculs. Concernant les mauvaises connectivités Internet, Debbie Watkins, de chez Fern Software, a indiqué : “Nous proposons trois configurations de données : dans le cloud, centralisée à votre siège social, ou répartie dans chaque succursale.” Elle a ajouté que les IMF pouvaient passer simplement d’une configuration à une autre à mesure que la connectivité s’améliorait, et que le système comportait aussi un mode hors ligne. Pour conclure, Cameron Goldie-Scot, de chez Musoni, a indiqué : “Musoni est une IMF qui a été confrontée à des problèmes de fraude, de ressources humaines, et à toutes les questions possibles. Nous avons développé notre technologie en fonction des enseignements que nous avons pu en tirer.”

Thierry Artaud, du Cabinet Moss ICT Consultancy, a présenté le service M-birr, qui a établi des partenariats avec six IMF en Éthiopie, permettant ainsi aux utilisateurs d’envoyer de l’argent à des détaillants et à des particuliers, et de recevoir des prêts et des aides gouvernementales. Les utilisateurs peuvent percevoir en gros 7 % d’intérêt sur les sommes qu’ils placent dans le système, les agents et les IMF touchant chaque jour des commissions. Les organisations d’autres pays ont la possibilité d’acquérir la licence du logiciel sous-jacent de M-birr.

Au sujet de la sécurité, Niladri Roy, de chez Craft Silicon, a expliqué le travail de sa société sur la reconnaissance faciale des clients, mais il a prévenu du fait que “la majorité des cas de fraude sont constatés parmi les employés.” Jean-Louis Perrier, de chez Suricate Solutions, travaille à la création d’un centre de ressources de cybersécurité pour les institutions financières du Sénégal, qui doit ensuite être élargi à l’Afrique occidentale et centrale.

Plusieurs prestataires de formation étaient également présents au Salon de l'Innovation. Claire Bourdon, de la Frankfurt School of Finance and Management, a indiqué que les propositions de son établissement en matière de conseil, de formations en présentiel et de formations en ligne étaient disponibles en français, en anglais, en espagnol et en russe. Ces cours, qui sont accrédités pour faire partie de programmes diplômants de niveau maîtrise, sont axés sur les aspects pratiques, car les enseignants font également du conseil auprès des IMF. Ignacio Olafa, de l'association à but non lucratif Boulder Microfinance, a présenté les programmes sur trois semaines proposés par son organisation, lesquels sont dispensés dans un centre où il faut se rendre, et qui sont disponibles en trois langues. Ces programmes traitent de gestion, de développement, des risques liés aux services financiers numériques et des risques relatifs aux politiques. Paul Kriews, de la Savings Banks Foundation for International Cooperation a présenté les offres de services de sa société, qui sont toutes dispensées en intra entreprise, chez les clients. Les thèmes traités concernent notamment la banque de détail, la microfinance, les ressources humaines, les petites et moyennes entreprises, la finance verte, et d'autres domaines. Ce programme de formations mise sur l'aspect ludique en s'appuyant sur un grand nombre de jeux, et il peut être dispensé auprès des employés pour leur propre usage, ou pour les former à devenir eux-même formateurs. Thomas Roy Sinclair, de la Gateway Academy, a expliqué que son organisation est nouvelle et recherche des prestataires de services financiers dans sept pays africains pour tester ses services en 2017 et au début de l'année 2018. Plutôt que de créer ses propres contenus de formation, cette organisation travaille avec des fournisseurs comme Accion, Helix, le CGAP et le Groupe Strathmore pour les aider à mettre leurs programmes en ligne. Quant à savoir s'il fallait plutôt une gratuité des cours ou des cours payants, Mme Bourdon a manifestement capté l'attention du groupe lorsqu'elle a dit : "D'après mon expérience, quand les gens paient, ils sont davantage disciplinés et ils vont plus souvent jusqu'au bout du programme."

**Pour plus de documentation sur les différentes sessions
qui ont eu lieu pendant la SAM 2017, rendez-vous sur
notre site web :
www.microfinance-afrique.org/**





Une “obligation morale” d’inclure davantage de personnes dans le système financier

Au dîner de gala de la SAM, Olivier Massart, Directeur Général d’ADA, a déclaré que les participants à cet événement avaient “l’obligation morale” de développer l’inclusion financière, c’est-à-dire l’accès aux services financiers de base. Les participants, qui étaient plus de 650, ont dû dépenser 1 à 2 millions d’USD en frais de déplacement et d’inscription pour participer au Congrès. Comme ils avaient choisi de ne pas dépenser cet argent directement pour aider les populations pauvres, M. Massart a mis chaque délégué au défi d’amener au moins une personne supplémentaire dans le système financier pour chaque dollar qu’il ou elle aurait dépensé dans ce Congrès.



Avec le soutien de :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Organisateurs :



Sponsors :



Entrepreneurial
Development
Bank



CENTER for
FINANCIAL
INCLUSION

ACCION



Supports :



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



Sponsors du Salon de l'innovation :



Sponsors de la Foire aux investisseurs :



Sponsors de Research Meets Africa :



Co-organisateur de Research Meets Africa :



Partenaires médias :

